

**Assemblée générale**

Distr. générale
31 mai 2002
Français
Original: anglais

Cinquante-sixième session

Point 12 de l'ordre du jour

Rapport du Conseil économique et social**Lettre datée du 30 mai 2002, adressée au Secrétaire général
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente
de Nauru auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport de l'examen de 2002 du Plan d'action en matière de communications du Forum des îles du Pacifique (voir annexe). Les ministres responsables des communications des pays membres du Forum se sont réunis à Suva le 17 avril 2002 pour examiner le Plan d'action en matière de communications du Forum de 1999 ainsi que les questions politiques liées aux technologies de l'information et de la communication – capacités des îles du Pacifique en la matière, coopération et formulation des politiques au niveau régional à ce sujet, cadre juridique et réglementaire dans ce domaine aux niveaux national, régional et international et rôle des technologies de l'information et de la communication dans le développement de la région.

On trouvera en annexe audit rapport le texte intégral du Plan politique et stratégique des îles du Pacifique relatif aux technologies de l'information et de la communication intitulé « Technologies de l'information et de la communication à la portée de chaque habitant des îles du Pacifique* ».

Il est demandé que le texte du rapport et de son annexe soit distribué comme document de l'Assemblée générale à sa cinquante-sixième session, au titre du point 12 de l'ordre du jour intitulé « Rapport du Conseil économique et social », et inclus dans la documentation qui sera publiée au titre de la prochaine réunion de l'Assemblée générale consacrée aux technologies de l'information et de la communication au service du développement qui aura lieu les 17 et 18 juin 2002 (conformément à la résolution 56/258 de l'Assemblée générale).

Le Représentant permanent adjoint,
Chargé d'affaires par intérim
de la Mission permanente de Nauru
(Signé) Fredrick W. **Pitcher**

* La Mission de Nauru mettra à la disposition des délégations intéressées l'annexe audit rapport dans le hall de l'Assemblée générale au cours de la réunion des 17 et 18 juin 2002.



**Annexe à la lettre datée du 30 mai 2002, adressée
au Secrétaire général par le Chargé d'affaires
par intérim de la Mission permanente Nauru
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Secrétariat du Forum des îles du Pacifique

**Deuxième réunion ministérielle du Forum sur les politiques
en matière de communications**

**Secrétariat du Forum, Suva
17 avril 2002**

**Plan d'action en matière de communications du Forum des îles
du Pacifique – examen de 2002**

1. Les ministres responsables des communications dans les pays membres du Forum se sont réunis à Suva le 17 avril 2002 pour examiner le Plan d'action en matière de communications du Forum de 1999 ainsi que les questions d'orientation liées aux technologies de l'information et de la communication (TIC).
2. La constante rapidité avec laquelle les technologies de l'information et de la communication progressent et se complètent posent des défis et offrent des possibilités aux îles du Pacifique qui souhaitent tirer parti de la mondialisation, notamment des nouvelles formes de développement économique et social, dans la mesure où les désavantages que représentent traditionnellement leur éloignement et leur petite taille devraient avoir moins d'importance. Ces possibilités auront une signification toute particulière pour ce qui est d'améliorer les perspectives des jeunes et des générations à venir de la région. Les ministres ont intitulé le thème de leurs travaux : Technologies de l'information et de la communication à la portée de chaque habitant des îles du Pacifique.
3. Cette deuxième réunion des ministres responsables des communications a donné l'occasion d'examiner le Plan d'action en matière de communications du Forum formulé lors de la première réunion tenue à Suva le 26 avril 1999. Les ministres ont par ailleurs étudié les questions connexes, notamment les capacités des îles du Pacifique d'utiliser les technologies de l'information et de la communication, la coopération et la formulation des politiques en la matière au niveau régional, les cadres juridiques et réglementaires régissant les télécommunications et les technologies de l'information et de la communication aux niveaux national, régional et international, le rôle des technologies de l'information et de la communication dans le développement de la région, et l'élaboration de stratégies concernant les télécommunications et les technologies de l'information et de la communication aux niveaux national et régional.
4. On trouvera ci-après un résumé des débats et des décisions adoptées par les ministres.

Plan d'action en matière de communications de 1999

5. Les ministres se sont engagés à nouveau à mettre en oeuvre le Plan d'action en matière de communications du Forum de 1999 tout en faisant remarquer que les progrès en ce sens accomplis jusqu'alors avaient été fonction des capacités et des priorités de chaque pays dans le contexte politique plus large qui lui était propre.

6. Néanmoins, dans de nombreux pays, ces technologies de l'information et de la communication sont plus aisément accessibles et certaines d'entre elles sont moins onéreuses. Pour d'autres toutefois, les mêmes problèmes se posent toujours – accès limité et inégal à ces technologies, coût élevé du matériel et des services, insuffisance de la largeur des bandes passantes, faiblesse des investissements en matière de réseaux et nombre limité de fournisseurs de services sur l'Internet. En outre, les réglementations nationales en la matière n'ont pas évolué au rythme des progrès technologiques et sont dans de nombreux cas périmées et insuffisantes.

7. De ce fait, les ministres ont reconnu qu'il importait de continuer de suivre la mise en oeuvre du Plan d'action et ont conclu qu'un moyen efficace à cet effet consistait à faire le bilan des progrès accomplis ainsi qu'ils en avaient pris l'initiative pendant la phase préparatoire de leur réunion. Aussi sont-ils convenu que :

- Les décisions figurant dans le Plan d'action en matière de communications de 1999 pourraient utilement servir de cadre de référence concis pour ce bilan;
- La collecte des données devrait être renforcée avec l'aide de l'Association des télécommunications des îles du Pacifique et les informations ainsi obtenues devraient être affichées sur un site Web;
- Il faudrait redoubler d'efforts pour évaluer la mise en oeuvre du Plan d'action en collaboration avec l'Association des télécommunications des îles du Pacifique et demander à cette dernière de donner la possibilité, à ses réunions annuelles, de faire avancer ce projet; et
- Les conclusions de ces travaux devraient permettre de trouver les moyens d'améliorer l'élaboration des politiques aux niveaux national et régional.

Capacités de la région du Pacifique en matière de technologies de l'information et de la communication

8. Les ministres ont pris note des résultats de l'enquête menée sur les capacités en matière de technologies de l'information et de la communication dans la région. Cette enquête a montré que le nombre des habitants des îles du Pacifique formés aux technologies de l'information et de la communication est plus élevé que jamais; toutefois, les ressources humaines et les capacités des îles du Pacifique restent limitées, situation qui entrave une utilisation accrue de ces technologies. Au nombre des autres obstacles courants figurent le coût élevé du matériel et des services en matière de télécommunications, l'accès limité aux réseaux, le petit nombre de fournisseurs de services sur l'Internet ainsi que la disponibilité et le coût des bandes passantes pour les télécommunications.

9. Les ministres ont décidé d'utiliser les résultats de l'enquête dans l'évaluation des plans nationaux de développement des technologies de l'information et de la communication et conclu que, pour ce faire, un accès continu à des informations complètes et exactes est indispensable. Toutefois, malgré les nombreux efforts

ambitieux récemment déployés pour recueillir tous les renseignements nécessaires, ces données restent incomplètes. C'est pourquoi les ministres ont recommandé que l'on continue de recueillir des informations sur les capacités en matière de technologies de l'information et de la communication dans la région tout en rassemblant des données sur la mise en oeuvre du Plan d'action de 1999.

Rapport sur la coopération en matière de technologies et de politiques

10. Les ministres ont pris note des travaux accomplis par le Groupe de travail sur les technologies de l'information et de la communication sous l'égide du Conseil des organismes régionaux du Pacifique et se sont félicités des mécanismes de coopération régionale qui en avaient résulté et qui permettaient de fournir tant aux gouvernements membres qu'aux organismes régionaux une aide et des conseils techniques constructifs et objectifs en matière d'élaboration de politiques et de planification.

11. Les ministres étaient d'avis que pour permettre à toutes les parties prenantes de rester au courant des nouvelles technologies et pour aider les îles membres du Forum à formuler et à mettre en oeuvre des dispositions pertinentes, il importait de renforcer les réseaux. Ils ont donc prié les responsables:

- D'étudier la possibilité d'une participation régulière de leur pays aux réunions techniques annuelles; et
- De tirer parti des ressources du Groupe de travail sur les technologies de l'information et de la communication du Conseil des organismes régionaux du Pacifique et d'inviter l'Association des télécommunications des îles du Pacifique à aider les pays à résoudre leurs problèmes et à progresser dans le domaine des technologies de l'information et de la communication.

Cadres juridiques et réglementaires

12. Les ministres ont reconnu qu'en raison de la convergence des technologies et de l'évolution de l'environnement international, il fallait adapter les pratiques institutionnelles et les politiques traditionnelles en matière de communications à des changements rapides de grande ampleur. À leur première réunion sur les politiques en la matière, les ministres du Forum avaient encouragé la mise en place d'environnements politiques et réglementaires souples qui favorisent le développement du secteur de l'information des pays du Pacifique.

13. Ils ont relevé que la mise en place de cadres juridiques et réglementaires nationaux était l'objectif du projet relatif à la gouvernance des pays du Pacifique, mis en oeuvre par l'UIT, qui devait fournir les services d'experts nécessaires à l'élaboration des cadres en question et permettrait par la même occasion d'examiner et de réviser les cadres réglementaires existants. En conséquence, les ministres :

- Ont donné pour instructions de faire parvenir aux organisations nationales concernées des informations sur le projet relatif à la gouvernance des pays du Pacifique afin de promouvoir une participation intersectorielle à la mise en place de politiques nationales de télécommunication; et
- Ont pris note des activités et de l'échéancier du projet en question et se sont déclarés favorables à la constitution d'une équipe nationale qui serait chargée

de participer, en collaboration avec les représentants nationaux, à l'exécution du projet.

Questions tarifaires

14. Dans le Plan d'action en matière de communications qu'il a établi en 1999, le Forum a fait valoir qu'il y avait lieu d'envisager de rééquilibrer les tarifs pour dynamiser l'économie et a souscrit à l'appel lancé, lors de leur réunion, par les ministres de l'économie du Forum, qui tendait à décourager tout financement croisé injustifié. Les ministres ont relevé à cet égard que vu la situation économique de chaque pays, les financements croisés avaient le mérite de favoriser l'accès universel aux technologies de l'information et de la communication. Tout en reconnaissant qu'il revenait à chaque pays de régler la question à sa guise et au moment qui lui conviendrait, ils ont décidé :

- D'étudier la possibilité de rééquilibrer davantage les tarifs en collaboration avec d'autres ministères compétents, en gardant à l'esprit non seulement que le financement croisé faisait peser une lourde charge sur certains secteurs mais aussi qu'il y avait lieu de permettre à tous d'accéder aux techniques modernes d'information et de communication;
- D'encourager les transporteurs à expliquer les raisons justifiant les régimes tarifaires actuels et proposés lorsqu'ils envisageraient de procéder à des changements au moyen de nouvelles réglementations.

Élargissement aux services de l'Accord commercial entre les pays insulaires du Pacifique

15. Les ministres ont rappelé que lorsque les ministres du commerce des pays membres du Forum s'étaient réunis à Apia, aux îles Samoa, en juin 2001, pour examiner l'Accord commercial entre les pays insulaires du Pacifique, ils avaient approuvé le principe de son élargissement aux services, voire aux télécommunications. Ils sont convenus en conséquence de faire en sorte que le secteur des télécommunications et celui des technologies de l'information et de la communication soient représentés dans les équipes nationales chargées des négociations commerciales afin que les questions relatives aux télécommunications puissent y être examinées.

Règlements internationaux et facturation de l'accès à Internet

16. Les ministres des communications du Forum ont convenu en 1999 que les pays insulaires membres du Forum avaient besoin de suivre l'évolution de la situation en la matière et de participer activement aux travaux des instances internationales pertinentes afin de favoriser la fixation de prix équitables et la prise en compte des intérêts du consommateur et des exigences du développement économique et de promouvoir des principes d'accès à Internet qui encouragent la mise en place des équipements et services nécessaires.

17. Les ministres ont fait observer que les arrangements internationaux relatifs à la facturation de l'accès à Internet et les arrangements internationaux en matière de télécommunication étaient sources de problèmes. Les entreprises américaines fixaient unilatéralement les prix internationaux sans se préoccuper des conséquences qu'ils pouvaient avoir sur les transporteurs et les consommateurs des pays insulaires membres du Forum. Il en résultait que les pays du Pacifique subventionnaient les

États-Unis et que le prix des télécommunications, y compris celui de l'accès à Internet, étaient élevés.

18. Afin de promouvoir plus avant les intérêts de la région dans ce domaine, les ministres ont décidé :

- D'encourager les prestataires de services et les industriels concernés à mettre des données à la disposition du Groupe de travail chargé de l'Accord commercial entre les pays insulaires du Pacifique;
- D'appuyer chaque fois que possible les manifestations régionales communes relatives aux questions susmentionnées; et
- De prier le Secrétariat du Forum de soumettre à celui-ci, en collaboration avec l'Accord commercial entre les pays insulaires du Pacifique, un document d'information sur les règlements internationaux et la facturation de l'accès à Internet.

Coopération régionale en matière de réglementation des communications

19. Les ministres ont rappelé que l'évolution rapide des technologies et de l'environnement international avait rendu la plupart des cadres juridiques et réglementaires nationaux caducs et insuffisants. Ils ont relevé que dans la recherche d'une solution à ce problème, tous les pays insulaires membres du Forum devaient faire face à des problèmes financiers et à des pénuries de personnel qualifié dans les secteurs de l'information et de la communication mais qu'ils avaient cependant acquis, à des degrés divers, des connaissances et une expérience qu'ils pouvaient exploiter collectivement à l'échelle de la région. Envisagée comme un outil complémentaire, une stratégie régionale de réglementation serait un bon moyen de développer les capacités de chaque pays.

20. Les ministres ont convenu en conséquence d'échanger des informations par l'intermédiaire du secrétariat de l'Accord commercial entre les pays insulaires du Pacifique, qui servirait ainsi de courroie de transmission, et de faire en sorte que ce dispositif serve également à harmoniser les législations et les réglementations nationales.

Évolution de la situation internationale concernant la gestion d'Internet

21. Les ministres ont noté que l'administration de certains domaines de premier niveau de code de pays (ccTLD) pouvait se révéler un atout précieux pour les pays. Selon le système en vigueur, le pouvoir de désigner les administrateurs de domaines de ce type ne revenait pas nécessairement, en définitive, aux pays concernés, situation qui en mécontentait certains. Ils ont également noté que la Société pour l'attribution des noms de domaine et numéros sur Internet (Internet Corporation for Assigned Names and Numbers) (ICANN) envisageait actuellement une restructuration radicale de ce dispositif et que, de ce fait, il importait de tirer parti des possibilités qui s'offraient de participer au système international de gestion d'Internet.

22. En conséquence, les ministres ont demandé au secrétariat du Forum de s'informer des résultats des réunions du Comité consultatif gouvernemental de l'ICANN et de la situation concernant les ccTLD et d'en informer les pays membres du Forum.

Technologies de l'information et de la communication et développement

23. Les ministres ont noté que la région du Pacifique avait été le théâtre de progrès rapides dans la mise au point d'applications d'Internet présentant un intérêt immédiat pour les pays insulaires. Il convenait en particulier de mentionner les progrès intervenus dans le domaine de la télésanté, qui laissaient espérer une amélioration de la prestation des soins de santé dans les zones précédemment mal desservies, et le fait que les zones rurales et reculées bénéficiaient désormais de services de télécommunication et d'information moyennant notamment leur raccordement par satellite à des centres de télécommunication.

24. Considérant qu'il importait d'élargir en priorité les services à toutes les zones des pays insulaires du Pacifique, les ministres ont décidé d'encourager les échanges d'informations pertinentes avec les protagonistes nationaux afin de mettre en chantier des programmes qui permettent de répandre l'utilisation d'Internet au niveau des collectivités.

Planification stratégique

25. Les ministres ont pris note de la mise à exécution récente d'un projet commun au PNUD et au Bureau des services d'appui aux projets, qui vise à donner suite aux projets prioritaires et plans nationaux existants en aidant à la mise au point de stratégies nationales d'information et de communication dans le cadre d'ateliers nationaux. Ils ont reconnu que l'un des points importants du projet étaient ses critères de participation, qui prévoyaient la participation d'un ministre responsable des technologies de l'information et de la communication, d'un comité multipartite chargé de suivre les progrès accomplis et d'un personnel chargé de la mise en oeuvre au niveau des gouvernements. Les pays membres ont convenu que le projet devait être soutenu au plus haut niveau pour pouvoir aboutir et les ministres ont donné pour instructions aux responsables de diffuser des informations auprès des organisations nationales responsables afin de promouvoir la participation multisectorielle à l'élaboration de stratégies nationales d'information et de communication.

Politique et plan d'action stratégique régionaux en matière d'information et de communication

26. Les ministres ont noté que le Groupe de travail du Conseil des organisations régionales du Pacifique (CROP) était chargé de renforcer la coordination et la coopération dans la région en ce qui concerne les technologies de l'information et de la communication et de veiller à ce que l'on s'occupe comme il convient des domaines prioritaires en la matière. Ils ont également noté que, conformément à ce mandat, il avait entrepris des activités de planification stratégique à l'échelle régionale et notamment organisé en août 2001 à Nouméa (Nouvelle-Calédonie), un atelier d'évaluation des besoins des pays du Pacifique en matière d'information et de communication et de planification stratégique dans ce domaine, qui avait rassemblé des représentants des pays et territoires insulaires du Pacifique, d'organisations régionales, d'organismes multilatéraux et de partenaires bilatéraux de développement.

27. Les ministres ont également noté que le projet de politique et de plan stratégique des pays insulaires du Pacifique en matière d'information et de communication pouvait être considéré à la fois comme une politique régionale, dans

les domaines exigeant la coopération entre les pays, et comme des directives à l'intention de ceux-ci, pour ce qui était de la mise en oeuvre à l'échelle nationale, et ont convenu :

- D'adopter la politique et le plan stratégique des pays insulaires du Pacifique en matière d'information et de communication;
 - De noter qu'ils devraient être liés à leur politique et plan en matière d'énergie à l'échelle régionale;
 - De donner pour instructions aux membres du Groupe de travail du CROP sur les technologies de l'information et de la communication de réviser régulièrement le plan régional et de l'actualiser, en consultation avec les pays membres.
-